

Mémoire de question prioritaire de constitutionnalité (QPC)

La partie civile a poursuivi la collectivité départementale de l'Essonne (91) par citation directe, pour

des avantages économiques injustifiés procurés aux opérateurs défaillants : services d'autonomie à domicile (SAD) financés par des aides sociales départementales d'allocation personnalisée d'autonomie (APA), car elle s'est abstenu volontairement de protection des usagers vulnérables contre les privations d'aides essentielles dues aux défaillances des opérateurs, légalement exigée depuis 2002, de la déléguer à la plateforme YouTime de la partie civile depuis le 10/01/2013, dans l'intention de maintenir en activité des opérateurs défaillants, sans les signaler aux usagers et sans solutions de remplacement, en les soustrayant à tout contrôle réel ;

des faits d'abus de confiance, car en gérant directement des fonds publics sociaux, elle s'est abstenu volontairement d'organiser les bilans des aides échouées non servies aux usagers, légalement exigés depuis 2002, de les déléguer à la plateforme YouTime de la partie civile depuis le 10/01/2013, dans l'intention de comptabiliser comme utilisées des aides sociales non servies aux usagers, estimées à 40% soit 25 millions €/an ;

en invoquant les articles 432-14 (favoritisme), 314-1 (abus de confiance) et 121-2 (responsabilité pénale des collectivités territoriales pour les activités susceptibles de délégation) du Code pénal ;

l'action sociale départementale d'aide à l'autonomie à domicile étant régie par les articles L116-1 (finalité de protection des personnes vulnérables, 2002) et L232-15 (contrôle de l'APA versée aux opérateurs) du Code de l'action sociale et des familles (CASF), et 434-3 du Code pénal (signalement des privations).

Mais, le tribunal a prononcé la relaxe, au motif qu'il n'y a pas d'obligation de mise en concurrence dans l'action sociale départementale d'aide à l'autonomie à domicile, excluant la protection des usagers vulnérables que la collectivité s'abstient d'organiser ; ni de détournement matériel avec remise précaire, excluant le détournement comptable d'aides sociales non servies aux usagers.

Le ministère public s'est abstenu volontairement de faire appel, la relaxe devient définitive en application de l'article 497 du Code de procédure pénale, sans que la partie civile puisse la contester.

La cour d'appel s'est déclarée incomptente pour statuer sur la question de savoir si l'action sociale départementale d'aide à l'autonomie à domicile, plus précisément l'activité de protection / contrôle et bilan / signalement, légalement exigée par L116-1 CASF / L232-15 CASF / 434-3 CP, que la collectivité s'est abstenu d'organiser, peut faire l'objet d'une délégation à la plateforme YouTime de la partie civile, et a, en conséquence, refusé d'examiner les prétentions de la partie civile fondées sur cette délégation.

La cour d'appel a déclaré l'absence de faute civile, au motif qu'aucune procédure de commande publique n'a été dénoncée.

Question posée au Conseil constitutionnel

Les articles 497 du Code de procédure pénale (CPP), 121-2 , 432-14 , 314-1 et 434-3 du Code pénal (CP), L116-1 et L232-15 du Code de l'action sociale et des familles (CASF), tels qu'interprétés par une jurisprudence constante, notamment en ce qu'ils :

affirment que l'action sociale départementale d'aide à l'autonomie à domicile ne serait pas susceptible de mise en concurrence, donc de délégation au sens de l'article 121-2 CP, neutralisant toute responsabilité pénale de la collectivité pour l'organisation de cette activité,

excluent toute responsabilité pénale fondée sur des abstentions volontaires organisationnelles, de protection des usagers vulnérables (L116-1 CASF), de contrôle des aides sociales échouées non servies (L232-15 CASF), ou de signalement des privations (434-3 CP),

privent la partie civile du droit de contester la relaxe d'une collectivité poursuivie pour des abstentions volontaires organisationnelles, dont la caractérisation est complexe, alors que le ministère public est peu compétent et peu objectif, s'abstient volontairement de faire appel, et que cette abstention neutralise l'effectivité de l'article 121-2 CP,

exigent une procédure de commande publique identifiée (432-14 CP), excluant le favoritisme par abstention volontaire d'activités légalement exigées, abstention qui a pour effet de procurer un avantage économique injustifié à certains opérateurs en amont de toute procédure,

exigent un détournement matériel avec remise précaire (314-1 CP), excluant les détournements comptables de fonds publics sociaux, y compris lorsqu'ils résultent d'une abstention volontaire d'activités de contrôle légalement exigées (L232-15 CASF),

portent-ils atteinte au principe de responsabilité pénale des collectivités territoriales résultant de l'article 121-2 du Code pénal, aux droits constitutionnels garantis par les articles 1, 6, 15 et 16 de la Déclaration de 1789, aux finalités de l'action sociale, et à la répartition territoriale des compétences garantie par l'article 72 de la Constitution ?

Résumé des faits

Les employeurs du social s'organisent en hiérarchies pyramidales (nationale > départementale > agence > gestionnaire > intervenant > usager) pour défendre les intérêts des gestionnaires, en invisibilisant les usagers et intervenants, créent des SAD nationaux : MUTUALITE en 1902, ADMR 1945, UNA 1970, ...

Les gestionnaires répondent aux demandes d'usagers vulnérables en les dénaturant à leur avantage, comme « *un RDV d'1h à 9h00 chaque jour* » **dénaturé** en « *un RDV de 2h chaque 2 jours quand un intervenant peut* ». Les intervenants ne répondant pas directement aux usagers, sont déresponsabilisés.

2002 : L116-1 CASF confère l'action sociale locale aux collectivités, qui versent l'APA directement aux gestionnaires SAD avec L232-15 CASF, mais s'abstiennent d'organiser la protection des usagers : les contrôles, signalements, remplacements, et bilans, pour faire face aux privations d'aides dues aux défaillances par manque d'intervenant ou absentéisme, surtout en périodes de crise (faillites, congés).

2005 : L232-15 CASF est modifié, exige que les SAD soient contrôlés par les collectivités, qui s'abstiennent délibérément de contrôler leurs défaillances par manque d'intervenant ou absentéisme.

2006 : des équipes d'intervenants autonomes responsabilisés : opérateurs sans gestionnaire Buurtzorg répondent directement aux demandes d'usagers aux Pays-bas. Mais les collectivités s'abstiennent de réorganiser les SAD en opérateurs sans gestionnaire Buurtzorg.

2008 : la partie civile ne peut rien faire face aux privations infligées à sa mère par ses SAD défaillants.

2009 : [ADMR](#) est en faillite ; [UNA](#) est en faillite, avantage de 25.679.427 € pour modernisation. Les collectivités ne retirent pas leur agrément, s'abstiennent de protéger les usagers d'ADMR et d'UNA.

2012 : sont révélées des défaillances sur les 30 derniers jours de 2011 à 40% en moyenne, dont 73% pour un SAD en faillite. Mais les collectivités s'abstiennent de protéger les usagers, afin d'avantage 576 SAD en faillite de 50 M€ pour restructuration.

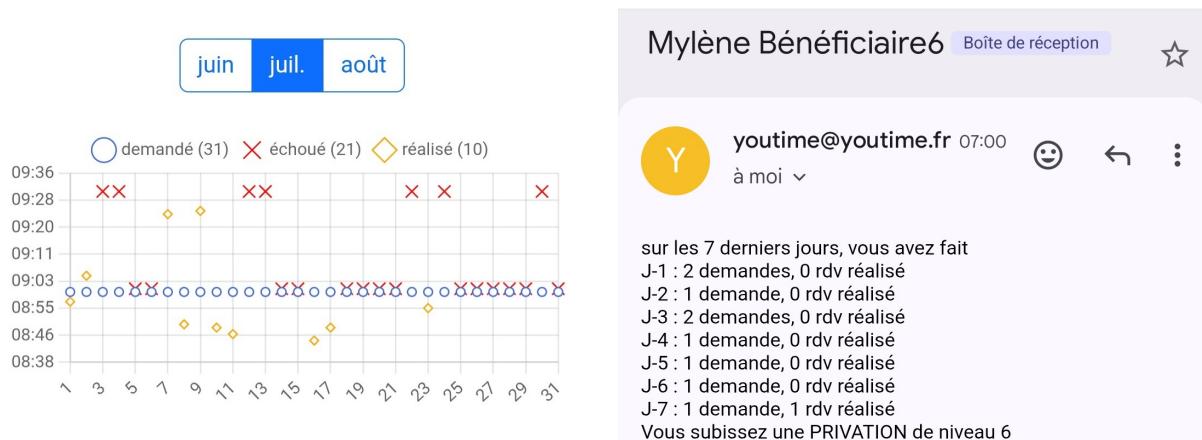
Pour la collectivité 91, ADMR-91 : 100 K€, UNA-91 : 121 K€.

Ingénieur et entrepreneur en informatique, la partie civile démarre la réalisation de la plateforme d'interventions YouTime, marque enregistrée le 06/11/2012 à l'INPI, puis le 12/04/2016 à l'EUIOP.

Le 10/01/2013, elle l'enregistre à l'agence de protection des programmes, et met en ligne YouTime.fr.

2013 : la plateforme numérique YouTime coordonne les opérateurs Buurtzorg : permet aux intervenants autonomes (disposant d'un numéro de mobile l'identifiant personnellement) de répondre directement aux demandes d'usagers telles que « *Chaque jour à 9h00, je souhaite un RDV d'une heure avec un intervenant pour m'aider à me laver* », assure la tracerabilité des données, les rend dignes de confiance, contrôle les défaillances par manque d'intervenant (9h01) ou absentéisme (9h31), signale chaque matin les privations depuis plus de 2 jours, propose les remplacements, informe des bilans des aides sociales échouées non servies. YouTime contrôle et traite systématiquement les usagers gravement délaissés : sans RDV réalisé depuis plus de 7 jours.

En assurant les activités légalement exigées de protection / contrôle et bilan / signalement, YouTime prévoit de facturer à la collectivité 3 € par RDV demandé par l'usager, dans la limite du nombre de RDV par semaine accordé par la collectivité. Le remplacement sous 30 minutes, ou l'assistance à quitter les opérateurs gravement défaillants, sont des services facultatifs facturés à l'usager. 2,5 millions de RDV ou d'heures concernent la collectivité 91.



2014 : la collectivité 91 s'abstient de déployer YouTime face aux SAD en faillite, afin de les avantager de 365 K€ pour restructuration, dont ADMR-91 : 50 K€, UNA-91 : 190 K€.

Est révélée [l'omission de contrôle de la collectivité 93](#) : des usagers sans aucun RDV réalisé depuis 10 ans sont pourtant financés par des aides sociales. Mais la collectivité 91 s'abstient de protéger les usagers sans RDV réalisé depuis plus de 7 jours, avec YouTime.

2016 : après 10 ans d'existence, Buurtzorg est un succès incontesté aux Pays-bas, s'implante dans 24 pays. Mais la collectivité 91 s'abstient de mettre en concurrence les SAD versus opérateurs Buurtzorg, plus efficents, et de déployer YouTime pour les coordonner.

2017 : la collectivité 91 s'abstient de déployer YouTime face aux SAD en faillite, afin de les avantager de 98.884 € pour restructuration, dont ASAMAD : 78.844 €.

ASAMAD est géré par FHSM, cédé en 2016 à Harmonie Mutuelle, devenu en 2017, VYV de MUTUALITE.

2020 : les collectivités s'abstiennent de déployer YouTime face aux confinements, afin de verser 100% des aides sociales à tous les SAD selon le Décret n° 2020-822 du 29 juin 2020, qui confirme la pratique courante de versement par dotation globale aux premiers SAD. Les victimes de privations sur plus de 7 jours sont innombrables. Aucune victime n'est signalée par les gestionnaires SAD et départementaux. Les remplaçants libéraux vaccinés sont proposés par YouTime mais interdits.

Est révélée [l'omission de contrôle de la collectivité 45](#) : des usagers sans aucun RDV réalisé depuis 14 ans sont pourtant financés par des aides sociales. Mais la collectivité 91 s'abstient de protéger les usagers sans RDV réalisé depuis plus de 7 jours, avec YouTime.

2022 : les collectivités surpayaient 25 €/h les gestionnaires SAD pour des activités invérifiables, à l'exception du simple fait d'être employeur des intervenants, qui coûtent le SMIC brut soit 11 €/h.

Sont révélées des défaillances par manque d'intervenant à 20% et absentéisme à 27%.

2024 : 25% des SAD sont en faillite, les collectivités s'abstiennent de déployer YouTime face à ADMR, UNA, MUTUALITE, ... en cours de restructuration (100 M€ au total), et modernisation (10,9 M€ pour UNA).

2025 : les collectivités s'abstiennent de déployer YouTime pour protéger les usagers face aux congés estivaux, afin de verser aux SAD de nouveaux avantages dans le cadre des 75 M€ du Décret n°2025-817 du 13 août 2025, dont 378.245 € pour les SAD de la collectivité 91.

Atteinte au principe même de responsabilité pénale des personnes publiques :

L'article 121-2 CP est fondée sur l'idée qu'une collectivité territoriale, autorité publique, peut être pénalement responsable par ses choix structurels : par l'organisation de ses activités susceptibles de délégation, et pas seulement par les faits matériels imputables à des agents identifiés ; a expressément exclu toute immunité pénale de principe.

Ici, la responsabilité pénale de la collectivité est engagée exclusivement pour des abstentions volontaires organisationnelles, leur caractérisation est complexe ; la relaxe, motivée par l'affirmation que l'action sociale départementale d'aide à l'autonomie à domicile ne serait pas susceptible de mise en concurrence, donc de délégation au sens de l'article 121-2 CP, aurait dû pouvoir être contrôlée.

Or, le ministère public est peu compétent et peu objectif dans la caractérisation des abstentions volontaires organisationnelles, car il est structurellement lié à l'autorité publique poursuivie ; s'abstient volontairement ; l'article 497 CPP rend cette abstention irréversible ; la collectivité bénéficie alors d'une irresponsabilité pénale définitive, sans contrôle.

Une règle de procédure anéantit donc l'effectivité d'une règle de fond, c'est ce que le Conseil constitutionnel sanctionne lorsqu'une telle disproportion existe.

Atteinte au principe d'égalité devant la justice (6 DDHC) :

La partie civile ne dispose ni d'un droit autonome d'appel pénal, ni d'un moyen de contraindre le ministère public à agir, ni d'un recours contre son abstention. Le prévenu, lui, bénéficie d'une décision irrévocable favorable, sans contradiction possible. L'égalité des armes est donc rompue.

L'inégalité est aggravée lorsque le prévenu est une collectivité territoriale, les faits concernent des abstentions organisationnelles complexes à caractériser, le ministère public est peu compétent et peu enclin à poursuivre, à faire appel. Le droit de la partie civile devient donc théorique, précisément dans les contentieux les plus sensibles, ce qui constitue une rupture caractérisée d'égalité.

Atteinte au droit à un recours juridictionnel effectif (16 DDHC) :

La jurisprudence constitutionnelle relative à l'article 497 CPP repose sur l'idée que la partie civile conserve l'accès au juge civil.

Mais cette justification est inopérante ici : la faute reprochée est une faute organisationnelle pénale, la relaxe pénale fonde le rejet de la responsabilité civile, l'appel civil sans réexamen pénal est privé de tout effet utile. Le recours existe donc en théorie, mais pas en pratique, ce qui viole l'article 16 DDHC.

L'article 497 CPP institue ici une fin de non-recevoir procédurale totale, indépendante de tout examen juridictionnel, fondée sur un tiers décideur (le ministère public), sans motivation, sans contrôle, sans recours. Alors que le Conseil constitutionnel censure précisément ce type de mécanisme lorsqu'il empêche tout contrôle juridictionnel effectif.

Les juges refusent d'examiner la responsabilité de la collectivité pour des abstentions organisationnelles, même lorsque la carence est volontaire et le dommage massif. La partie civile se voit opposer une fin de non-recevoir de fond, sans examen des obligations légales de la collectivité, et sans possibilité d'obtenir réparation du préjudice causé par la carence publique.

L'interprétation actuelle prive donc la partie civile d'un accès réel au juge sur le fond des griefs invoqués, soit d'un recours juridictionnel effectif.

Atteinte au principe d'égalité devant la loi pénale et à la responsabilité pénale des collectivités territoriales (6 DDHC, 121-2 CP) :

L'interprétation actuelle du favoritisme n'est applicable que si la collectivité agit par une commande publique formalisée, devient inopérante dès lors que la collectivité s'abstient volontairement d'organiser une activité légalement exigée, de recourir à une mise en concurrence, de déclencher une procédure de commande. La collectivité peut donc favoriser indéfiniment certains opérateurs en maintenant en activité des opérateurs défaillants, en empêchant toute entrée de nouveaux acteurs, sans jamais tomber sous le coup de la loi pénale, précisément parce qu'elle n'agit pas. Cela crée une immunité pénale de fait, contraire au principe d'égalité devant la loi pénale (6 DDHC), et à l'article 121-2 CP.

L'interprétation actuelle de l'abus de confiance, en excluant les détournements comptables, neutralise toute possibilité d'imputer pénalement à la collectivité un usage mensonger des fonds sociaux, crée une immunité pénale structurelle, contraire au principe d'égalité devant la loi pénale (6 DDHC), et à l'article 121-2 CP.

Atteinte au principe d'égalité devant la commande publique (1 et 6 DDHC) :

Le principe d'égalité impose l'égal accès à la commande publique, l'absence d'avantage injustifié entre opérateurs. L'abstention volontaire d'organiser une activité légalement exigée empêche toute concurrence, fige une situation acquise, favorise mécaniquement les opérateurs déjà en place.

L'interprétation actuelle du favoritisme empêche toute sanction pénale de cette rupture d'égalité, alors même que l'avantage est réel, intentionnel et durable.

Atteinte aux finalités de l'action sociale :

L116-1 et L232-15 CASF visent la protection des personnes vulnérables, mais ne définissent pas les vulnérabilités, ni les contrôles et signalements et traitements associés.

Dans l'autonomie à domicile, les vulnérabilités sont identifiables : privation d'aides essentielles notamment sur plusieurs jours, défaut de remplacement, défaillances aggravées des opérateurs en périodes de crise (faillites, congés, confinements). Le contrôle et le traitement des usagers sans RDV réalisé depuis plus de 7 jours, constituent une obligation opérationnelle.

L'absence de définition laisse la collectivité s'abstenir de les identifier, et d'agir, alors même que :

des défaillances sont révélées : 40% en 2012, dont 73% pour un opérateur en faillite, 576 opérateurs en faillite en 2012, 25% en 2024, 20% de manque d'intervenant et 27% d'absentéisme en 2022 ;

des défaillances générales sont incontestées lors des confinements en 2020 ;

des omissions de contrôle des usagers sans RDV réalisé depuis 10 ans sont révélées en 2014, depuis 14 ans sont révélées en 2020.

L'interprétation actuelle, en refusant toute responsabilité pénale pour abstention volontaire de protection / contrôle et bilan / signalement, permet : aucune protection des usagers, le versement intégral de l'APA à des opérateurs défaillants, la comptabilisation comme utilisées d'aides non servies (40%, 25 M€/an).

L'interprétation actuelle de l'action sociale territoriale comme simple dispositif de financement, au détriment de la protection des usagers vulnérables, dénature donc l'action sociale, empêche toute responsabilisation pénale de la collectivité pour ses choix organisationnels.

Atteinte à l'article 72 de la Constitution :

Cet article de 2003 vise la clarification des compétences des collectivités, qui doivent être territorialisées : en rapport avec la proximité administrative.

La non-prévoyance d'une plateforme numérique de confiance dans l'action sociale impliquant des populations invisibilisées, apparue après les smartphones soit 2008, caractérisée par des traitements continus et des données dignes de confiance, déployée directement auprès des usagers et intervenants, indépendamment de leur domicile et des gestionnaires ; laisse la collectivité s'abstenir de transformer son organisation, basée sur des gestionnaires omnipotents et des données manipulées.

L'action sociale est réalisée par des gestionnaires payés 25 €/h par l'APA. Les intervenants coûtent 11 €/h. La gestion employeur-employé vaut 3 €/h. La gestion des interventions (ou RDV, plannings) entre usagers et intervenants (coûtant 11 €/h sur 25 €/h) est : non territorialisée, objectivement délégable à des opérateurs Buurtzorg (coûtant zéro) depuis 2006, et à YouTime depuis 2013.

L'action sociale vise la protection des usagers vulnérables. Leur protection automatique contre les privations d'aides dues aux défaillances par manque d'intervenant ou absentéisme, aux malveillances, est : fonctionnellement et techniquement pointue, non territorialisée, objectivement délégable à la plateforme numérique spécialisée YouTime depuis 2013.

En s'abstenant volontairement d'étudier YouTime et les opérateurs Buurtzorg, de déléguer les deux activités : gestion des interventions et protection automatique, la collectivité conserve une compétence qu'elle n'a ni la vocation ni les moyens d'exercer, finance pourtant leur gestion avec les aides sociales, et se soustrait à toute responsabilité pénale.

L'interprétation actuelle conduit donc à une confusion des compétences, contraire à l'article 72 de la Constitution, empêche toute responsabilisation pénale de la collectivité pour ses choix organisationnels.

Atteinte au droit de demander compte à l'administration (15 DDHC) : l'opacité structurelle, due à l'absence de bilans des aides échouées non servies aux usagers (estimées à 25 millions €/an pour la collectivité 91, 2 milliards €/an au niveau national), empêche tout contrôle citoyen, neutralise le droit des usagers et de leurs proches.

Caractère nouveau et sérieux de la question :

Certes, l'article 497 CPP a déjà été déclaré conforme, mais **jamais** dans une poursuite visant une collectivité territoriale pour des abstentions volontaires organisationnelles, dont la caractérisation est complexe, alors que le ministère public est peu compétent et peu objectif, s'abstient volontairement de faire appel, et que cette abstention neutralise l'effectivité de l'article 121-2 CP.

La nouveauté réside dans la combinaison inédite de quatre éléments : responsabilité pénale d'une collectivité territoriale (121-2 CP), poursuite pour des abstentions volontaires organisationnelles, abstention volontaire du ministère public, neutralisation procédurale définitive de toute contestation pénale. L'article 497 CPP, tel qu'il s'applique ici, porte une atteinte sérieuse au droit à un recours juridictionnel effectif (16 DDHC), au principe d'égalité devant la justice (6 DDHC), et à l'effectivité du principe de responsabilité pénale des collectivités territoriales (121-2 CP).

Il ne s'agit donc ni de la même question, ni de la même portée normative.

Le Conseil constitutionnel ne s'est jamais prononcé sur la responsabilité pénale des collectivités territoriales pour des abstentions volontaires dans leur action sociale auprès des personnes vulnérables, ni sur le favoritisme par abstention. La question est donc nouvelle, et sérieuse car l'interprétation actuelle dénature le droit pénal, social, de la commande publique, et des collectivités territoriales, permet à une collectivité de favoriser durablement certains opérateurs en ne faisant rien, sans jamais entrer dans le champ du délit ; l'absence structurelle de protection / contrôle et bilan / signalement touche 800.000 personnes âgées depuis 2002.

Le Conseil constitutionnel ne s'est jamais prononcé sur les détournements comptables d'aides sociales non servies, et des abstentions volontaires de bilans. La question est donc nouvelle, et sérieuse car la gestion trompeuse de fonds publics sociaux est impunie depuis 2002.

EN CONCLUSION, cette question est nouvelle et sérieuse, appelle un contrôle constitutionnel.

Le 16/01/2026,
La partie civile,
M. Chi Minh PHAM